

# Les premières épreuves du nouveau bac menacées par un boycott des profs

Paris, 16 janv. 2020 (AFP) -

A quelques jours de l'échéance lundi, les premières épreuves de contrôle continu du nouveau baccalauréat sont menacées par un appel au boycott de syndicats d'enseignants, qui demandent leur report et dénoncent une réforme mal préparée.

Grèves de surveillance, refus de corriger les copies ou de transmettre les notes: les opposants envisagent les mêmes modes d'action qu'au moment des corrections du baccalauréat en juin, qui avaient créé la confusion.

Prévues à partir de lundi, ces premières épreuves de contrôle continu, les "E3C" dans le jargon, doivent s'étaler sur un mois et demi en fonction des lycées. Elles portent sur l'histoire-géographie, les langues vivantes ainsi sur que les mathématiques pour les élèves de la voie technologique.

Grandes innovations du nouveau bac, ces épreuves réparties en trois sessions sur les années de Première et Terminale comptent pour 30% de la note finale.

Dans chaque établissement, les professeurs doivent piocher dans une banque nationale de sujets mais certains d'entre eux s'y refusent.

"Sur notre secteur, les 50 profs d'histoire-géo se sont mis en réseau pour ne pas faire remonter les sujets des épreuves qu'on devait sélectionner et nous ne ferons pas passer ce contrôle continu. On entre dans le dur", assure Jimmy, professeur d'histoire-géographie au lycée Angela-Davis de Saint-Denis, en banlieue parisienne.

Dans les lycées où les professeurs ont refusé de choisir les sujets, il a été demandé aux inspecteurs régionaux de le faire à leur place.

Même un établissement comme le prestigieux lycée Louis-Le-Grand à Paris est concerné. "Nous sommes au minimum 13% en grève reconductible depuis jeudi dernier, contre la réforme des retraites et pour la suppression des épreuves de contrôle continu, ce qui est assez historique pour un établissement comme le nôtre", lance un professeur qui souhaite garder l'anonymat.

Non loin de là, au non moins réputé lycée Henri-IV, "une vingtaine de profs" sont en grève reconductible depuis mardi contre la réforme des retraites. "Mais de fait, nous ne serons pas présents pour la tenue des épreuves de contrôle continu la semaine prochaine", explique un professeur.

"Il y aura des perturbations sur ces épreuves, outre celles qui sont à prévoir parce que rien n'est au point du côté de l'administration", prévient Odile Deverne, prof de français en lycée à Lille.

Jeudi sur RTL, le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer s'est voulu rassurant, estimant que ces actions étaient le fait d'une "petite minorité". "Dans la grande majorité des établissements, les choses se présentent très bien", a-t-il affirmé.

"Tout est prêt pour que cela fonctionne", avait-t-il déjà lancé mardi devant l'Assemblée nationale.

- "Ca nous stresse" -

Depuis le retour des vacances de Noël, motions et pétitions pleuvent pourtant contre la réforme du bac. Vendredi, douze syndicats, soit la quasi-totalité des organisations, ont officiellement demandé à M. Blanquer de "renoncer" à cette première session.

Et pour les premiers concernés, les élèves, c'est un peu l'inconnu.

"Pour l'épreuve d'histoire-géographie, que je vais passer le 3 février, on nous a absolument pas dit en quoi ça consistait, on nous dit juste d'apprendre tout en nous expliquant que le professeur va peut-être boycotter l'épreuve. Forcément, ça nous stresse", témoigne à l'AFP Morgane, élève de Première dans l'académie de Versailles.

"Tout est extrêmement flou... J'aurais vraiment préféré passer l'ancien bac, ça aurait été plus simple et moins angoissant", ajoute-t-elle.

Du côté des parents d'élèves, la principale fédération FCPE demande "un ajournement des épreuves, en raison de cette impréparation".

Pour Philippe Vincent, à la tête du SNPDEN (premier syndicat de proviseurs), "la seule incertitude qui existe



PAYS :France  
SURFACE :102 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 16 janvier 2020 - Edition Fil Gen

encore, c'est la capacité du système à absorber plus de trois millions de copies et 10.000 correcteurs dans un temps relativement restreint", craint-il.

Selon une enquête de ce syndicat réalisée auprès des trois quarts des lycées de l'académie d'Aix-Marseille, les perturbations pourraient être "relativement conséquentes", estime M. Vincent.

Le ministre a estimé lors d'une audition au Sénat la semaine dernière que "tout désordre" dans un établissement serait "nuisible aux élèves", et affirmait "qu'une solution serait trouvée" pour assurer le bon déroulé des corrections.

asm-apz/jt/map

Afp le 16 janv. 20 à 09 48.